

PROGRAMME ASIE

À propos de
**« Manuel de géopolitique. Enjeux de
pouvoir sur des territoires »**

Entretien avec Frédéric Lasserre et Éric Mottet

AUTEURS DE « MANUEL DE GEOPOLITIQUE. ENJEUX DE POUVOIR SUR DES TERRITOIRES » (ARMAND COLIN, 2016)

Réalisé par Emmanuel LINCOT

FEVRIER 2017

ASIA FOCUS #19

EMMANUEL LINCOT : FREDERIC LASSERRE ET ÉRIC MOTTET, VOUS ETES GEOGRAPHES DE FORMATION ET VOUS ENSEIGNEZ TOUS DEUX AU CANADA. LA GEOPOLITIQUE Y EST-ELLE CONSIDEREE EN TANT QUE DISCIPLINE UNIVERSITAIRE A PART ENTIERE OU RELEVE-T-ELLE D'UNE RECONNAISSANCE PARTIELLE DES POLITISTES OU DES SPECIALISTES EN RELATIONS INTERNATIONALES COMME EN FRANCE ?

FL & EM : Au Canada, il existe une grande diversité des approches universitaires de la géopolitique. Si celle-ci n'est pas nécessairement très enseignée, elle est cependant tout à fait respectée et ne suscite pas les mêmes débats épistémologiques qu'en France voici quelques décennies. La géographie politique relève, selon les institutions, des sciences politiques ou de la géographie. Ces choix reflètent autant l'intérêt variable des divers départements universitaires concernés, que l'histoire de la discipline elle-même puisqu'elle a été promue tout au long de son histoire épistémologique assez tumultueuse parfois par des géographes, parfois par des politologues. En sachant que la tradition géographique anglo-saxonne, à la différence de la tradition française, ne s'est jamais ouvertement opposée au concept de géographie politique.

EMMANUEL LINCOT : VOTRE « MANUEL DE GEOPOLITIQUE – ENJEUX DE POUVOIR SUR DES TERRITOIRES » ABORDE LES ENJEUX QUE REPRESENTENT LES RESSOURCES DU GLOBE OU LA QUESTION DES FRONTIERES... LA CORRELATION ENTRE GEOGRAPHIE ET ECONOMIE EST ENCORE PLUS EVIDENTE LORSQUE DANS LE DERNIER CHAPITRE VOUS TRAITER DES PROBLEMES DE « GEO-ECONOMIE » ; EXPRESSION FORGEE IL Y A PRES DE VINGT ANS PAR PASCAL LOROT (1999). EN REVANCHE, LES ASPECTS LIES A UNE « GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE », A LEUR POUVOIR INCITATIF - LE FAMEUX « SOFT POWER » DECRIT PAR JOSEPH NYE - SONT ELUDES. EN REFUTEZ-VOUS L'EXPRESSION OU SOUHAITEZ-VOUS RESTREINDRE L'USAGE DE LA « GEOPOLITIQUE » A UN CHAMP EXCLUSIF QUI NE COMPRENDRAIT PAS NOTAMMENT CELUI - PLUS A LA MODE IL EST VRAI - D'UNE « GEOPOLITIQUE DE L'EMOTION », ENTRE AUTRE VARIANTE, CHERE A UN DOMINIQUE MOÏSI ?

FL & EM : La géopolitique est l'étude des enjeux de pouvoir sur des territoires. On peut étendre le concept en forgeant le néologisme de géoéconomie, lorsqu'il s'agit d'intégrer les rivalités de pouvoir portant sur des enjeux territoriaux mais à caractère économique. Par exemple l'aménagement d'infrastructures de transport, de production d'énergie, le contrôle de routes commerciales, le développement de réseaux marchands, etc. Certains auteurs ont poussé la portée explicative du concept en se penchant sur des objets a priori peu territorialisés, comme la Formule 1 ou le football. Mais il faut bien garder à l'esprit que ces discours n'ont pas alors pour objectif d'analyser le sport en soi mais de voir comment différents acteurs politiques peuvent instrumentaliser des activités sportives comme leviers de pouvoir, et donc comment peuvent se développer des rivalités de pouvoir à travers l'organisation des compétitions. Ou encore comment les tensions qui peuvent transparaître dans des compétitions peuvent traduire des rivalités d'ordre géopolitique, ou enfin, comment le sport professionnel et les grandes compétitions internationales (Coupe

du monde de football, Jeux olympiques, etc.) exacerbent les antagonismes socio-territoriaux urbains, parce qu'il suscitent des ambitions et des projets souvent contradictoires sur la façon d'organiser et de structurer le territoire (priorité donnée à la construction d'infrastructures liées aux besoins de la logistique sportive), ce qui engendre des tensions et conflits d'ordre géopolitique.

Certes, la géopolitique intègre parmi ses outils théoriques l'analyse des représentations, soit la manière dont les différents acteurs perçoivent une situation donnée en fonction de leur histoire, de leurs objectifs, de leur culture, de rapports de forces domestiques. Mais il s'agit là d'un outil. De fait, la géopolitique n'est pas une analyse sociologique : son objet fondamental demeure l'analyse des rivalités de pouvoir sur des territoires ou dans des territoires. En d'autres termes, cette démarche s'appuie sur une conception territoriale de la problématique propre à l'école géographique en géopolitique, l'enquête de terrain constituant le cœur de l'approche et le point de départ de la réflexion. Une géopolitique de la culture n'a donc de sens que si on aborde la culture comme une des nombreuses dimensions pour appréhender des rivalités portant sur des espaces – ouverture d'écoles de langues, *soft power* permettant, de manière fortuite ou délibérée, d'influencer les opinions publiques notamment. Mais la géopolitique n'est pas pertinente pour analyser la diversité des cultures en soi ; pour analyser la diversité des pratiques culinaires (*Géopolitique du goût*, C. Boudan 2004), voire les modèles ou stéréotypes de pensée (*Géopolitique de l'émotion*, D. Moïsi 2015). La géopolitique n'est pas une sociologie politique, même si cette approche peut certainement apporter des informations pertinentes à une analyse géopolitique.

EMMANUEL LINCOT : VOUS SEMBLEZ PRIVILEGIER, SELON VOTRE PROPRE EXPRESSION, L'«ANALYSE MULTISCALEIRE ET MULTIDIMENSIONNELLE » EN VOUS INTERESSANT A DES ETUDES DE CAS COMME LA VALLEE DU FERGHANA EN OUZBEKISTAN, ET EN ACCORDANT PLUS D'IMPORTANCE A DES FAITS TANGIBLES, COMME PAR EXEMPLE L'ARTIFICIALITE DES FRONTIERES ET LES DISPUTES TERRITORIALES QUI EN DECOULENT POUR L'ACHEMINEMENT EN EAU OU EN HYDROCARBURE, PLUTOT QU'AUX REVENDICATIONS IDENTITAIRES. D'UNE MANIERE SIGNIFICATIVE SANS DOUTE, VOUS NE MENTIONNEZ PAS DANS VOTRE SOMMAIRE LES NOTIONS DE « NATION » OU DE « SOUVERAINETE », COMME LE FONT - CHACUN A LEUR FAÇON ET POUR NE CITER QUE DEUX AUTEURS D'IMPORTANCE - OLIVIER ROY (1997) RESPECTIVEMENT POUR SES ETUDES SUR L'ASIE CENTRALE OU LAURENT MURAWIEC (2002) CONCERNANT LA RUSSIE OU L'INDE. CE CHOIX RELEVE-T-IL AVANT TOUT D'UN PRINCIPE A LA FOIS METHODOLOGIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE ET SI OUI, COMMENT LE JUSTIFIEZ-VOUS ?

F L & E M : Nous avons exposé la notion d'analyse multiscalaire et multidimensionnelle au rang des approches méthodologiques : ce type d'analyse permet d'aborder la complexité

des questions géopolitiques en soulignant l'imbrication des multiples échelles d'analyses, selon leur pertinence pour appréhender les jeux d'acteurs, leurs objectifs et comment ils s'inscrivent dans l'espace. Au reste, cette approche consistant à combiner des analyses à différentes échelles n'est pas spécifique à la géopolitique des géographes : des sociologues et des politologues, pour ne citer qu'eux, y ont aussi parfois recours.

Nation et souveraineté sont des concepts, certes très importants en géopolitique, mais qui ne relèvent pas de l'approche méthodologique et qui d'ailleurs n'épuisent pas les catégories analytiques de la géopolitique. La souveraineté est un concept politique et juridique qui décrit une caractéristique des États dans un monde post-westphalien, à savoir dans lequel les États revendiquent le monopole du pouvoir politique (quitte à accepter des concessions par traité dans le cadre de constructions institutionnelles) sur un territoire défini par des frontières linéaires. La nation, qu'il ne faut pas confondre avec l'État, est une notion sociologique qui renvoie à la représentation qu'un groupe se fait de lui-même. Certains auteurs ont érigé la nation en concept fondamental de la géopolitique. Nous pensons que, aussi important que ce concept puisse être, il n'est pas forcément central car toutes les analyses géopolitiques ne gravitent pas nécessairement autour du concept de nation, à savoir la représentation collective d'un vouloir vivre ensemble et du besoin de reconnaissance de cette identité partagée.

Nation, État et souveraineté sont donc assurément des concepts majeurs en géopolitique selon les études de cas. Mais on pourrait aussi mentionner réseau ; passage ; droit ; économie ; ressources ; discours ; aménagement...

EMMANUEL LINCOT : VOUS RECONNAISSEZ, ET JE VOUS CITE, DES « SURVIVANCES D'ÉLÉMENTS NON WESTPHALIENS : LE CAS DES FRONTIÈRES HIMALAYENNES ». L'ANTHROPOLOGUE JAMES C. SCOTT DANS « ZOMIA OU L'ART DE NE PAS ÊTRE GOUVERNÉ » (2013) DONNE UNE EXPLICATION PLUS SYSTÉMIQUE SUR LA NATURE DU POUVOIR (BUREAUCRATIQUE POUR LES EMPIRES ET ROYAUMES AU CENTRE / ANARCHISANTS POUR LES MINORITÉS ETHNIQUES SITUÉES EN PÉRIPHÉRIE), DANS UNE RÉGION BEAUCOUP PLUS VASTE ET QUI IRAIT, SELON LUI, DE L'AFGHANISTAN JUSQU'À L'ASIE DU SUD-EST EN INCLUANT ÉGALEMENT LES RÉGIONS DE L'ARC HIMALAYEN. CONTESTEZ-VOUS CETTE APPROCHE, PARCE QUE TROP STRUCTURALISTE ET RELEVANT DAVANTAGE D'UNE COMPRÉHENSION DE TYPE « GLOBAL HISTORY », OU CONSIDÉREZ-VOUS, AU CONTRAIRE, QUE VOTRE ANALYSE « MICRO » EST COMPLÉMENTAIRE DE LA SIENNE ?

FL & EM : Le modèle westphalien, un État incarnant le pouvoir politique sur un territoire défini par une frontière linéaire, est d'origine européenne mais a été repris partiellement par d'autres États à travers le monde, notamment l'empire chinois dont Michel Foucher a

rappelé qu'il connaissait bien le concept de frontière linéaire lorsque cela convenait à ses politiques. Ce modèle westphalien s'est largement diffusé, voire imposé à travers le monde globalisé que nous connaissons. Cela ne veut pas dire qu'il a effacé toute trace d'autres modèles territoriaux de l'État. Cette analyse souligne le maintien d'une diversité des modes de gestion du territoire, où coexistent un modèle dominant et des zones où le contrôle de l'État s'atténue et se partage avec d'autres acteurs locaux, soit en accord avec l'État ou contre sa volonté. Cette analyse ne relève pas d'un choix épistémologique mais du constat de la diversité des réalités politiques ! Dans de nombreuses régions, notamment en Asie, l'État exerce un contrôle parfois plus ou moins lâche, acceptant de ne pas exercer une souveraineté totale mais tenant à maintenir une forme de contrôle politique afin d'y obtenir des gains en termes de sécurité ou d'accès aux réseaux commerciaux et aux ressources naturelles : c'est le principe de la marche, longtemps très pratiquée en Europe avant l'avènement du modèle westphalien. En Asie du Sud-Est, cette réalité multiforme de la souveraineté de l'État reflète en partie la survivance du modèle régional de l'État. Les royaumes d'Asie du Sud-Est exerçant leur autorité sous la forme de cercles concentriques de zones plus ou moins contrôlées, avec une progressive dilution ou dévolution du pouvoir au fur et à mesure que l'on s'éloignait des centres politiques, selon un modèle formalisé par Carl Grundy-Warr (1994). Cela dit, on constate, particulièrement en Asie, que le développement économique des trente dernières années sous toutes ses formes est par définition une activité territoriale. Du plus grand projet au plus petit plan de gestion locale des infrastructures, l'ensemble des projets de développement implique un remaniement du sens et du contrôle du territoire. De cette manière-là, le développement engendre une réorganisation des territoires et de la vie des populations. En Chine et dans bien des pays d'Asie du Sud-Est, l'utilisation du territoire et de ses potentialités de développement (barrages, routes, zones franches, cultures de rente, mines, etc.) doit être vue dans un processus systémique. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet géopolitique du gouvernement central, qui vise à restructurer économiquement et socialement un territoire national autrefois contrôlé très partiellement. Cette restructuration socio-territoriale s'explique par l'objectif de renforcer l'intégrité territoriale du pays et la prévention contre une menace d'implosion sociale face aux pressions internes (revendications ethniques, inégalités sociales, etc.) et/ou externes (détérioration des relations avec un pays voisin, etc.).

Au Moyen-Orient, la recomposition actuelle du paysage politique pourrait se traduire, dans un scénario post-conflit, par l'avènement d'États (comme la Syrie ou l'Irak) où le pouvoir ne contrôle plus que nominalement certaines régions, même si la souveraineté nominale est maintenue.

EMMANUEL LINCOT : AVEC LE PROJET « ROUTES DE LA SOIE », FER DE LANCE DE LA DIPLOMATIE CHINOISE DU PRESIDENT XI JINPING, PENSEZ-VOUS QUE LA THEORIE D'UN HEARTLAND EURASIEN - EN L'OCCURRENCE ICI A DOMINANTE CHINOISE ET TELLE QUE LA CONCEVAIT NAGUERE MACKINDER (1904) - EST PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITE ?

F L & E M : La théorie du heartland a été développée au début du XXe siècle, publiée en 1904 par Halford Mackinder, avec comme objectif de modéliser la rivalité russo-britannique en Asie centrale. Dans la mesure où cette théorie a été créée pour décrire cette rivalité sans la nommer, elle correspondait assez bien à la réalité qu'elle entendait dépeindre. On a souvent eu tendance à penser qu'elle constituait un modèle général valable pour l'analyse des relations politiques en Asie, voire dans le monde, surtout après que Nicholas Spykman l'eut complétée en 1942 avec le concept de rimland. Cette fois-ci ce concept avait été élaboré dans une optique d'analyse du risque que poserait, pour la sécurité des États-Unis, l'avènement d'une puissance hégémonique en Europe et en Eurasie. Cette puissance hégémonique, Allemagne nazie ou Union soviétique, pouvait, selon le raisonnement, acquérir assez de puissance pour constituer une menace.

En réalité, Mackinder n'a jamais démontré la validité scientifique de son modèle. Il affirme que le contrôle du heartland aboutit au contrôle de « l'île-monde », puis du monde, mais ne démontre pas pourquoi, ni par quels mécanismes. Que le contrôle de l'Asie centrale puisse, selon la configuration géopolitique du moment, revêtir des avantages pour certains acteurs, cela paraît évident. Mais il serait dangereux d'appliquer à travers les époques une grille de lecture extrêmement datée, qui a été forgée à des fins illustratives davantage qu'heuristiques et au final dont la validité scientifique n'a jamais été prouvée.

Dans le cas précis ici mentionné, la récente politique chinoise consiste à multiplier les investissements dans le secteur des ressources et des infrastructures de transport en Asie centrale. Cette politique reflète absolument une volonté de donner accès aux ressources, à faciliter le transport, tant de ces matières premières que des produits manufacturés chinois vers les marchés centre-asiatiques et européens, qu'à développer des liens privilégiés, fondés sur une dépendance économique, avec les républiques d'Asie centrale. Plusieurs auteurs se sont déjà penchés sur les multiples facettes de cette politique très active de la Chine, mariant objectifs affichés d'ordre économique et ambitions politiques. Cette politique chinoise suscite des réactions variées. Attentisme teinté d'inquiétude de la part de la Russie, qui à court terme mesure les effets positifs des investissements chinois et la possibilité de percevoir des redevances sur le transit de marchandises sur son territoire. Mais la Russie envisage aussi la perte des redevances du transit d'hydrocarbures, potentiellement en transit vers d'autres destinations que par le réseau russe, ainsi que la perte de poids politique. Inquiétude très franche de l'Inde et intérêt non dissimulé de la part des républiques d'Asie centrale, avec une réflexion naissante sur l'ampleur de la nouvelle dépendance potentiellement en train de se substituer à l'ancienne envers la Russie. Ces analyses combinent la géographie des investissements, les ressources développées ou achetées par les entreprises chinoises, les réseaux de transport en cours de développement

et les objectifs économiques comme politiques. Rien ne dit qu'avec cette politique chinoise qui se déploie en Asie centrale, cadre du modèle du heartland, la Chine en tirera mécaniquement un avantage majeur du simple fait de sa position centrale particulière. Un tel raisonnement tomberait dans le travers du déterminisme qui attribue des conséquences automatiques et permanentes à des éléments géophysiques. Or, la géographie humaine montre bien qu'il n'en est rien et qu'aucune configuration géophysique n'entraîne automatiquement, quelle que soit l'époque et quelle que soit la politique des acteurs, les mêmes conséquences politiques. Au reste, que nous apprendrait le parallèle avec le modèle du heartland de Mackinder pour nous permettre de mieux comprendre la politique chinoise en cours ? Pas grand-chose au final.

EMMANUEL LINCOT : LA POLITIQUE D'UN ÉTAT RESIDE-TELLE, ENCORE ET TOUJOURS, DANS SA GEOGRAPHIE, POUR PARAPHRASER BONAPARTE ?

F L & E M : Précisément, cet adage, souvent cité dans les médias ou par des universitaires, traduit une profonde erreur d'appréciation du rôle de l'espace en géopolitique. Cette maxime de Napoléon selon laquelle « la politique des États est dans leur géographie », avec politique au singulier, implique que le destin d'un pays est prédestiné et écrit dans sa configuration physique. Il n'y aurait donc pas d'alternative, ce qui, comme l'a notamment souligné le géographe Roger Brunet en 1992 mais d'autres aussi, est en réalité erroné. Cette conception selon laquelle la géographie imposerait la politique des États ressemble fort à un déterminisme très réducteur. La géographie est souvent l'excuse commode des politiciens : si leurs politiques fonctionnent, c'est la preuve qu'ils ont eu l'habileté d'avoir su tirer parti des éléments géographiques. En cas d'échec, c'est le destin qui s'est imposé à eux : « c'est la faute à la géographie », comme ce l'était pour Voltaire. Cette « géographie », qui ressemble à un habillage scientifique de la fatalité, trouve son archétype dans les montagnes « infranchissables » et « austères ». Mais parmi ses icônes figurent également la vaste plaine russo-polonaise sans obstacle naturel, l'insularité de la Grande-Bretagne qui l'aurait conditionné à devenir une puissance maritime, les « masses compactes » de l'Asie, et le terrible hiver russe qui endurcirait les hommes. On en oublierait que l'Angleterre n'a pas toujours été une puissance navale ; « que les montagnes se peuplent et se traversent » en servant souvent de refuge ; que les basses plaines inondables, censées selon nombre d'analystes devenir les centres de la puissance, sont restées peu peuplées jusqu'à l'endiguement des fleuves ; « que des frontières et des voisins changent sans bouger de place, et que l'hiver est froid pour les Russes aussi » (Brunet, 1992).

En réalité, les États définissent leurs politiques selon leurs intérêts et les représentations qu'ils se forgent de leurs forces, de leurs faiblesses et de celles de leurs concurrents éventuels. Ils s'adaptent à leur territoire selon des modes variables aussi selon les époques, les acteurs et leur lecture de la configuration géopolitique du moment. De fait, et cela est bien connu des géographes, l'espace et le territoire entretiennent avec les sociétés des relations à double sens : les hommes perçoivent leur environnement de manière subjective ; ils s'adaptent selon des modes variables et selon les cultures à leur environnement, mais

ils transforment et aménagent aussi celui-ci. Pour paraphraser Bonaparte, on pourra donc dire que les États forment leurs politiques en tenant compte de la géographie, selon une lecture qui leur est propre. Gardons-nous de toute prévision présentée comme vérité. On peut formuler des scénarios mais ceux-ci valent ce que vaut tout exercice de prospective. Il n'est pas de déterminisme en géopolitique. La prudence est une vertu, « la vertu suprême en politique » disait le politologue Hans J. Morgenthau.

EMMANUEL LINCOT : FAISONS UN PEU DE PROSPECTIVE... DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, NOUS ASSISTONS A UNE MULTIPLICATION DES ACTEURS ET DES CHAMPS D'AFFRONTMENT. N'AVEZ-VOUS PAS LE SENTIMENT QUE LA GLOBALISATION RENFORCE D'AVANTAGE CHAQUE ANNEE LA FICTION D'UNE SOLIDARITE OCCIDENTALE MAIS AUSSI SES CONTRADICTIONS POLITICO-MILITAIRES ?

FL & EM : Tout à fait : décrire la dynamique du monde contemporain comme celle d'un monde où se côtoient puissances établies et puissantes émergentes, un monde multipolaire donc, n'est pas une image originale : cela fait déjà plusieurs années qu'elle a rapidement sonné le glas de scénarios alternatifs comme celui de la fin de l'histoire cher à Fukuyama (1989, 1992). Dans le monde nouveau, né de la disparition de l'URSS en 1991 puis des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis se posent en garants d'une certaine stabilité internationale, à défaut d'être demeurés la seule puissance mondiale. Ils le sont de facto, mais ce statut ne leur permet pas d'enrayer la montée de puissances nouvelles ni de faire taire les discours concurrents. Loin de régenter la planète ou même une civilisation occidentale chère à Huntington, on s'aperçoit que, aussi puissants qu'ils soient, les États-Unis ne peuvent intervenir partout et, surtout ils ne peuvent pas nécessairement l'emporter dans la plupart des cas de figure. Cet état de fait ne traduit pas forcément un déclin américain mais simplement l'émergence d'acteurs nouveaux et suffisamment forts pour que le seul poids politique, diplomatique et économique des États-Unis permettent à Washington de faire prévaloir son point de vue.

Cette multipolarité, qui émerge dans un contexte de globalisation, aurait pu se traduire par le resserrement des liens entre puissances occidentales, mais il s'avère que ce n'est pas le cas. Il n'y a pas de convergence systématique de politiques entre États-Unis, Union européenne et autres pays européens. Cette convergence apparaît parfois, notamment dans les cas de l'intervention en Afghanistan après 2001 ou de la guerre de Libye en 2011. Mais l'intervention en Irak n'a pas suscité d'unanimité, tandis que la résolution des Occidentaux s'est évanouie dans le cas de la guerre en Syrie. Si des considérations sécuritaires sont communes (lutte contre le terrorisme et notamment l'EI après 2014), le monde occidental apparaît désuni sur de grands dossiers, comme la coordination face aux changements climatiques ou face à la massification des mouvements de migration. L'Union européenne paraît nettement moins attractive aussi, en témoigne le Brexit et le recul significatif de l'option européenne dans l'opinion publique de nombre de pays candidats d'Europe centrale et orientale. Désunis, Européens et Américains n'en demeurent pas moins encore des acteurs majeurs : il serait hâtif de conclure à leur mise hors-jeu, comme certains ont

voulu le faire en analysant les changements récents dans la politique turque du président Erdogan, qui a pris ses distances tant avec l'UE, déçu de l'évolution du dossier de l'intégration européenne, qu'avec l'OTAN dans le cas de la crise syrienne.

EMMANUEL LINCOT : LE TERME « CONFIGURATION » EST SOUVENT RESTE DEPUIS NORBERT ELIAS (1975) « L'APANAGE DES SOCIOLOGUES ». SI SON USAGE DANS LE DOMAINE DE LA GEOPOLITIQUE VOUS PARAÎT PERTINENT, COMMENT, EN TANT QUE GEOGRAPHES, L'EMPLOIERIEZ-VOUS POUR DESIGNER L'ÉTAT DU MONDE EN 2017 ?

F L & E M : Pour Elias, une configuration se rapproche de l'idée de structuration, de relations entre les composantes d'une société ou de discours, d'ordonnement des éléments d'une représentation. Cette acception convient tout à fait aussi à l'analyse géopolitique. Dans une étude de cas d'une rivalité de pouvoir qui apparaît sur un territoire, on part bien sûr de la définition dudit territoire objet de rivalités, à préciser d'ailleurs, mais l'analyse passera aussi par l'examen de l'ensemble des acteurs en présence, des acteurs directs et indirects, de leurs relations, de leurs objectifs, de leurs discours, de leurs idées ou représentations. C'est cet ensemble de paramètres qu'on peut effectivement classer sous le terme de configuration, variable donc selon le lieu, le moment et l'enjeu étudié.

Le terme peut donc être mobilisé pour décrire, à l'échelle du monde, les jeux d'acteurs. A l'échelle de la planète, l'inventaire pourrait être long, mais voici dans les grandes lignes. L'état du monde en 2017 se caractérise par un mouvement d'émergence de nouvelles puissances, Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud. Mouvement moins rapide qu'il y a quelques années pour des raisons essentiellement endogènes : ralentissement économique en Chine, en partie voulu par une réorientation de la politique de développement du territoire ; crise politique et économique au Brésil ; essoufflement politique en Afrique du Sud. Il est possible que cette émergence politique se traduise, outre par un monde multipolaire, ce qui semble acquis à moyen terme, mais aussi par une remise en cause de l'ordre politique international. C'est ce que craignent les puissances établies, au premier rang desquels les États-Unis, qui se posent en garants de la stabilité internationale... sous contrôle des États-Unis. Ainsi, en mer de Chine du sud, la Chine n'est pas intéressée par un statu quo si celui-ci se décline comme le maintien de la domination étatsunienne. Il n'est pas certain que les puissances émergentes veuillent bousculer l'ensemble de l'ordre politique établi, mais plusieurs indices laissent penser qu'ils entendent se réserver un droit d'inventaire. Et on relève également quelques puissances qui s'accrochent à leur capacité d'influence, Japon, Russie, UE, avec des objectifs parfois fondés sur un projet politique novateur mais en panne (UE) ; parfois sur la nostalgie d'une puissance passée mais sans doute définitivement révolue (Russie).

Cette configuration n'est pas nécessairement porteuse de conflits, n'en déplaise à des prophètes de malheur comme Samuel Huntington et à ses conflits de civilisations. Mais elle est en tout cas de tensions car, dynamique, elle oppose des partisans du maintien de l'ordre actuel contre ceux qui aspirent à voir leurs objectifs et leurs intérêts mieux pris en compte. Et cette fluidité de la reconfiguration laisse aussi place à l'émergence d'acteurs régionaux,

Iran et Turquie au Moyen-Orient ; Pakistan en Asie orientale ; Indonésie, Thaïlande et Vietnam en Asie du Sud-Est ; Nigéria et Algérie en Afrique, dont les intérêts coïncideront ou pas, selon les évolutions des enjeux, avec ceux des puissances établies et en émergence.

Tendances réelles et probablement inéluctables, il apparaît incontestable que d'autres puissances, actuelles ou en devenir, se manifestent sur la scène internationale. Cela rend légitime le questionnement relatif à une multipolarité, non plus en gestation, mais ayant accouchée d'un système comprenant de multiples acteurs décomplexés.

EMMANUEL LINCOT : POUR DES RAISONS IDEOLOGIQUES, LA GEOPOLITIQUE A LONGTEMPS ETE BANNIE DANS LES PAYS DE CULTURE MARXISTE, EN URSS NOTAMMENT. ELLE SEMBLE POUTRANT RENAITRE DANS TOUS LES CENACLES ET THINK TANKS RUSSES OU CHINOIS D'AUJOURD'HUI. A QUOI ATTRIBUEZ-VOUS CE REGAIN D'INTERET ?

F L & E M : La géopolitique a longtemps été bannie des pays de régime marxiste en effet – mais pas des cercles proches du pouvoir – pour plusieurs raisons. Elle proposait un mode d'analyse des enjeux de pouvoir sur des territoires, concurrent du matérialisme historique de Marx. Pour les marxistes, ce sont les rapports socio-économiques et les clivages qu'ils engendrent au sein d'une société, et entre États, et eux seuls, qui sont le moteur de l'histoire : il n'y a donc pas de rivalité de pouvoir sur des territoires qui ne puisse se réduire à une analyse en termes de lutte des classes. Imaginer que ces rivalités puissent avoir d'autres ressorts était donc contraire à la doxa.

De plus, la géopolitique a, en URSS comme dans d'autres milieux (les géographes français notamment), été durablement associée à la collaboration entre plusieurs géopoliticiens matérialistes, par exemple Haushofer et la réflexion géopolitique des États fascistes pendant l'entre-deux-guerres. Il était donc commode d'écarter la réflexion géopolitique en la taxant de science impérialiste voire fasciste.

Enfin, la géopolitique, en proposant un modèle d'analyse des enjeux de pouvoir sur des territoires à plusieurs échelles, y compris à l'intérieur des États, représente implicitement un danger pour tout gouvernement autoritaire. Cette forme d'analyse peut parfaitement s'intéresser aux politiques d'aménagement du territoire et relever que les objectifs de l'État viennent heurter ceux d'autres acteurs, notamment des citoyens. Cela implique une remise en cause de la neutralité de l'État, invoquée par le pouvoir soviétique. En soulignant que l'État soviétique pouvait concevoir des politiques qui pourrait le conduire à se heurter aux intérêts de populations ou de collectivités à l'intérieur de l'État, la géopolitique proposait une grille de lecture trop subversive pour être autorisée.

Cette chape idéologique n'a plus cours aujourd'hui, et en Russie comme en Chine, les raisonnements géopolitiques réapparaissent. A cela rien d'étonnant, car partout les universitaires, les journalistes et les citoyens peuvent observer des rivalités de pouvoir, à diverses échelles, et prendre ainsi la mesure de la capacité d'analyse que leur procure l'approche géopolitique. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Boudan, C. (2004). *Géopolitique du goût: la guerre culinaire*. Paris : Presses universitaires de France.
- Brunet, R. (1992). « Géographie », dans Brunet, R.; Ferras, R.; Théry, H. (dir.). *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Reclus/La Documentation française, Paris.
- Elias N. (1975). *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy.
- Fukuyama, F. (1989). « The end of history? ». *The National Interest*, (16), 3-18.
- Fukuyama, F. (1992). *The End of History and the Last Man*. New York: Avon Books.
- Grundy-Warr, C. (1994). « Coexistent borderlands and intra-state conflicts in mainland Southeast Asia ». *Singapore Journal of Tropical Geography*, 14(1), 42-57.
- Lorot, P. (1999). *Introduction à la Géoéconomie*. Paris: Economica.
- Mackinder, Halford (1904). « The Geographical Pivot of History ». *Geographical Journal*, Londres, n°23.
- Maurel, C. (2014). *Manuel d'histoire globale*, Paris : Armand Colin.
- Moïsi, D. (2015). *La géopolitique de l'émotion: comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde*. Paris : Flammarion.
- Morgenthau, Hans J. (1978). *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace*. Fifth Edition Revised, New York: Alfred A. Knopf.
- Murawiec Laurent (2002). *L'Esprit des Nations : cultures et géopolitique*. Paris : Odile Jacob.
- Roy O. (1997). *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrique des nations*. Paris : Le Seuil.
- Scott James C. (2013) *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*. Paris : Seuil.
- Spykman, N. J. (1942). *America's strategy in world politics: the United States and the balance of power*. New York: Transaction Publishers.

ASIA FOCUS #19

À propos de « Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires »

Entretien avec Frédéric Lasserre et Éric Mottet

AUTEURS DE « MANUEL DE GEOPOLITIQUE. ENJEUX DE POUVOIR SUR DES TERRITOIRES » (ARMAND COLIN, 2016)

Frédéric LASSERRE
Emmanuel CONCIN
Éric MOTTET

MANUEL DE
GÉOPOLITIQUE

Enjeux de pouvoir sur des territoires



U Frédéric **Lasserre**, professeur au département de géographie de l'Université Laval, directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG), chercheur associé au Groupe d'études et de recherche sur l'Asie contemporaine (GÉRAC).

Éric **Mottet**, professeur de géographie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), directeur adjoint du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG), co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE), et chercheur associé à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC).

ENTRETIEN REALISE PAR

EMMANUEL LINCOT / PROFESSEUR A L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS – UR « RELIGION, CULTURE ET SOCIETE » (EA 7403) ET SINOLOGUE

FEVRIER 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org